Groupe Banque TD
Présentation aux investisseurs sur les titres à revenu fixe

T4 2016

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque (comme elle est définie dans le présent document) fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, dans le rapport de gestion (le rapport de gestion de 2016) de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun de ses secteurs d'activité, aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2017 », ainsi que dans d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2017 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, le contexte réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir » et de verbes au futur ou au conditionnel.

Par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement physique et financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner, isolément ou collectivement, de tels écarts incluent les risques notamment de crédit, de marché (y compris le risque de position sur titres de participation, le risque sur marchandises, le risque de change et le risque de taux d'intérêt), de liquidité, d'exploitation (y compris les risques liés à la technologie et à l'infrastructure), d'atteinte à la réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques, environnementaux, d'adéquation des fonds propres et les autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; la capacité de la Banque à mettre en œuvre ses principales priorités, notamment réaliser des acquisitions et des ventes, fidéliser la clientèle, élaborer des plans stratégiques et recruter, former et maintenir en poste des dirigeants clés; les interruptions ou attaques (y compris les cyberattaques) visant la technologie informatique, l'Internet, les systèmes d'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communications voix-données de la Banque; l'évolution de divers types de fraude et d'autres comportements criminels auxquels la Banque est exposée; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées, notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois et de nouveaux règlements et de la modification des lois et des règlements actuels ou de leur application, y compris sans s'y restreindre les lois fiscales, les lignes directrices en matière d'information sur les fonds propres à risque et les directives réglementaires en matière de liquidité; le contexte de contentieux globalement difficile, y compris aux États-Unis; la concurrence accrue, y compris dans le domaine des services bancaires par Internet et par appareil mobile et des concurrents offrant des services non traditionnels; les changements apportés aux notations de crédit de la Banque; les variations des taux de change et d'intérêt (y compris la possibilité de taux d'intérêt négatifs); l'augmentation des coûts de financement et de la volatilité des marchés causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; les estimations comptables critiques et les changements apportés aux normes comptables et aux méthodes comptables utilisées par la Banque; les crises d'endettement potentielles et existantes à l'échelle internationale; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2016, telle qu'elle peut être mise à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à toute transaction ou tout événement dont il est question à la rubrique « Événements importants » dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web www.td.com/francais. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion 2016 à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun des secteurs d'exploitation, sous les rubriques « Perspectives et orientation pour 2017 », telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels aux actionnaires déposés par la suite.

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et les attentes en matière de rendement financier pour la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

Contenu

1. **Groupe Banque TD**
2. Faits saillants financiers
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. Annexe

Groupe Banque TD

Nos secteurs d'activité

Services de détail au Canada

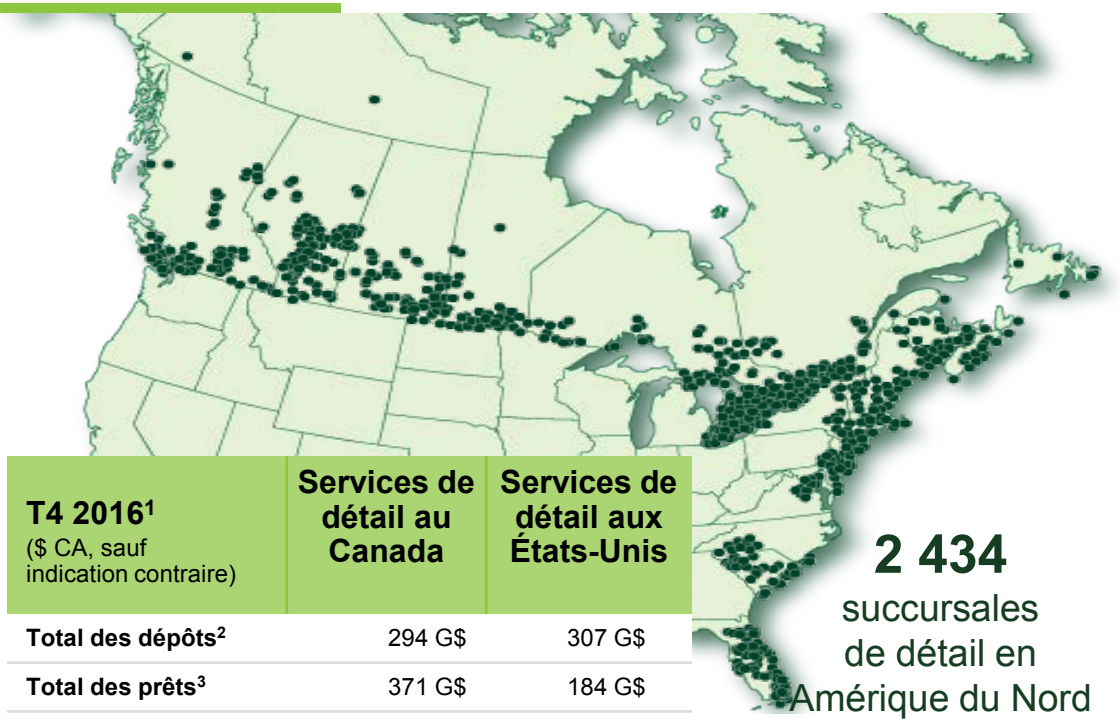
- Services bancaires personnels, cartes de crédit et financement auto
- Services bancaires commerciaux et aux petites entreprises
- Placements directs, services-conseils de gestion de patrimoine et gestion de placements
- Assurances : habitation, dommages, vie et soins médicaux

Services de détail aux États-Unis

- Services bancaires personnels, cartes de crédit et financement auto
- Services bancaires commerciaux et aux petites entreprises
- Services bancaires aux grandes entreprises et services bancaires spécialisés
- Services bancaires privés de gestion de patrimoine
- Relation stratégique avec TD Ameritrade

Services bancaires de gros

- Recherche, services bancaires d'investissement et services aux marchés financiers
- Transactions bancaires mondiales
- Présence dans les principaux centres financiers du monde, y compris New York, Londres et Singapour



2 434
succursales de détail en Amérique du Nord

T4 2016[1] ($ CA, sauf indication contraire)	**Services de détail au Canada**	**Services de détail aux États-Unis**
Total des dépôts[2]	294 G$	307 G$
Total des prêts[3]	371 G$	184 G$
Actifs administrés	345 G$	18 G$
Actifs gérés	268 G$	85 G$
Bénéfice[4]	6,0 G$	3,0 G$
Clients	~13 millions	~9 millions
Employés[5]	39 149	26 103

La TD est l'une des dix plus grandes banques en Amérique du Nord[6]

1. Le T4 2016 représente la période allant du 1er août 2016 au 31 octobre 2016.
2. Le total des dépôts est établi en additionnant la moyenne des dépôts de particuliers et celle des dépôts d'entreprises au T4 2016. Les dépôts des activités de détail aux États-Unis comprennent les comptes de dépôts assurés de TD Ameritrade (IDA); les dépôts des activités de détail au Canada comprennent les dépôts de particuliers, d'entreprises et de gestion du patrimoine.
3. Le total des prêts est établi en additionnant la moyenne des prêts aux particuliers et celle des prêts aux entreprises au T4 2016.
4. Pour les quatre trimestres consécutifs se terminant par le T4 2016.
5. Effectif moyen en équivalent temps plein dans ces segments au T4 2016.
6. Voir la diapositive 7.

Stratégie de la TD

Être la meilleure banque

Une banque résolument nord-américaine

- Parmi les 10 plus grandes banques en Amérique du Nord[1]
- L'une des rares banques dans le monde à avoir obtenu la note Aa1 de Moody's[2]
- Mise à profit de la plateforme et de la marque pour favoriser la croissance
- Solide image de marque à titre d'employeur

Accent sur les activités de détail

- Chef de file du service à la clientèle et de la commodité
- Plus de 80 % du bénéfice rajusté issu des activités de détail[3,4]
- Solide moteur de croissance interne
- Meilleur rendement compte tenu du risque assumé[5]

Notre entreprise

- Flux de rentrées croissant et reproductible
- Accent sur les produits axés sur le client
- Exploitation d'un modèle de courtage de l'avenir
- Réinvestissement continu dans nos avantages concurrentiels

Solide gestion des risques

- Prendre les risques que nous comprenons seulement
- Éliminer systématiquement les risques de perte extrême
- Gérer rigoureusement les capitaux propres et les liquidités
- Harmoniser notre culture et nos politiques avec notre philosophie de gestion des risques

Une stratégie simple, un objectif qui ne change pas

1. Voir la diapositive 7.
2. Note attribuée aux titres de créance à long terme (dépôts) de La Banque Toronto-Dominion, au 31 octobre 2016. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.
3. La Banque dresse ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et désigne les résultats dressés selon les IFRS, les principes comptables généralement reconnus (PCGR) actuels, « comme présentés ». La Banque a également recours à des mesures financières non conformes aux PCGR pour obtenir les résultats « rajustés » (c.-à-d. résultats obtenus en retranchant les « éléments à noter » des résultats comme présentés, déduction faite des impôts sur le résultat) afin d'évaluer chacun de ses secteurs d'activité et de mesurer son rendement global. Se reporter à la rubrique « Présentation de l'information financière de la Banque » du communiqué de presse sur les résultats pour le quatrième trimestre de 2016 et du rapport de gestion de la Banque pour de plus amples renseignements et un rapprochement des mesures non conformes aux PCGR utilisées par la Banque par rapport aux résultats comme présentés.
4. Les activités de détail comprennent les Services bancaires de détail au Canada et les Services bancaires de détail aux États-Unis. Pour en savoir plus, voir la diapositive 8.
5. Le rendement des actifs pondérés en fonction des risques correspond au bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par la moyenne du rendement pondéré en fonction des risques. Comparativement aux homologues en Amérique du Nord (RY, BNS, CM, BMO, C, BAC, JPM, WFC, PNC et USB). Homologues au Canada : d'après les résultats pour le T4 2016 clos le 31 octobre 2016. Homologues aux États-Unis : d'après les résultats pour le T3 2016 clos le 30 septembre 2016.

Affronter la concurrence sur des marchés attrayants

Statistiques du pays

- 10e économie mondiale
- PIB nominal de 1 500 G$ CA
- Population de 36 millions d'habitants

Système bancaire canadien

- L'un des systèmes bancaires les plus solides au monde[1]
- Les cinq grandes banques canadiennes occupent une position de chef de file sur le marché
- Les banques à charte canadiennes occupent plus de 74 % du marché des hypothèques résidentielles[2]
- Dans la plupart des provinces, les prêteurs hypothécaires disposent de recours contre les

Activités de la TD au Canada

- Réseau de 1 156 succursales et de 2 851 GAB[6]
- Globalement, part de marché de 21 %
- Au 1er ou 2e rang pour ce qui est de la part de marché de la plupart des produits de détail
- Services complets de gestion de patrimoine offrant d'importantes occasions d'approfondir les relations avec les clients
- Parmi les trois plus grands courtiers en placement au Canada

Statistiques du pays

- Première économie mondiale
- PIB nominal de 18 600 G$ US
- Population de 322 millions d'habitants

Système bancaire américain

- Plus de 9 000 banques, mais quelques grandes banques occupent une position dominante sur le marché
- La valeur de l'actif des cinq banques les plus importantes équivaut à plus de 50 % de l'économie américaine
- Les prêteurs hypothécaires disposent de recours limités dans la plupart des territoires

Activités de la TD aux États-Unis

- Réseau de 1 278 succursales et de 2 075 GAB[6]
- Activités exercées dans 4 des 10 régions métropolitaines statistiques les plus importantes du pays et dans 7 des 10 États les plus riches[3]
- Marché des dépôts d'une valeur de 1 900 G$ US[4]
- Accès à près de 82 millions de personnes aux endroits où la TD exerce ses activités[5]
- Expansion des services bancaires de gros aux États-Unis; présence à New York et à Houston

Perspectives de croissance considérables aux endroits où la TD exerce ses activités

1. Rapports sur la compétitivité mondiale 2008-2016, Forum économique mondial.
2. Comprend les titrisations. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).
3. La richesse d'un État est fondée sur le revenu des ménages médian actuel.
4. Dépôts plafonnés à 500 millions de dollars dans tous les comtés aux États-Unis où la TD offre des services bancaires d'après le Sommaire des dépôts de 2016 de la FDIC.
5. Population dans chacune des régions métropolitaines statistiques aux États-Unis où la TD offre des services bancaires.
6. Le nombre total de GAB exclut les GAB mobiles et les GAB de la TD.

La TD en Amérique du Nord

T4 2016 **$ CA, sauf indication contraire**	TD	**Classement au Canada[3]**	**Classement en Amérique du Nord[4]**
Total de l'actif	1 177 G$	2e	6e
Total des dépôts	774 G$	1re	5e
Capitalisation boursière	113 G$	2e	6e
Bénéfice net comme présenté *(quatre derniers trimestres)*	8,5 G$	2e	6e
Bénéfice net rajusté[1] *(quatre derniers trimestres)*	9,3 G$	s. o.	s. o.
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires[2]	10,4 %	4e	8e
Effectif moyen en équivalent temps plein	82 975	2e	6e

La TD est l'une des dix plus grandes banques en Amérique du Nord

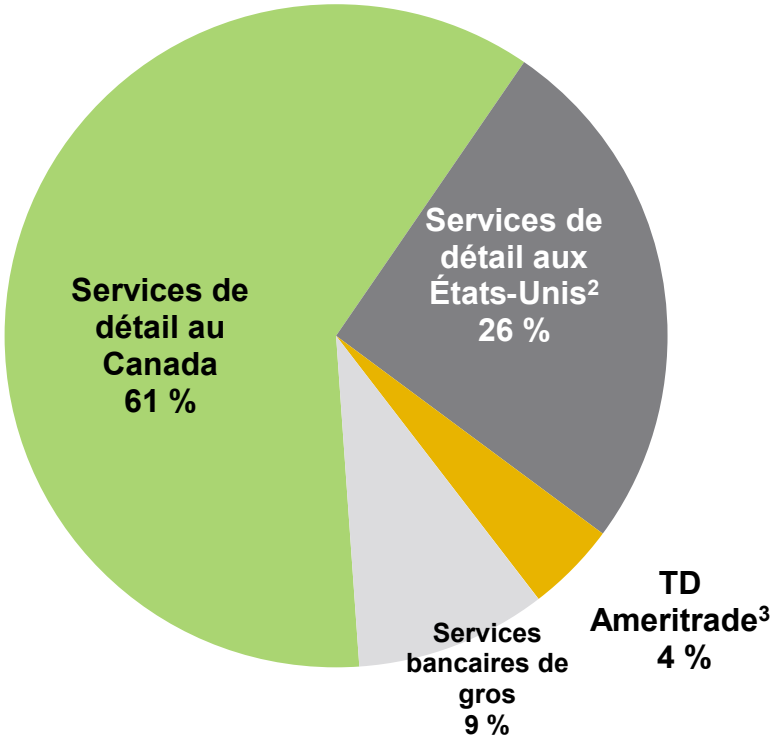
1. Voir la définition des résultats rajustés à la note 3 de la diapositive 5. Éléments à noter pour l'exercice 2016 : Amortissement d'immobilisations incorporelles de 246 millions de dollars après impôt, un profit de 6 millions de dollars après impôt, découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres reclassés comme disponibles à la vente et de la dépréciation du goodwill, des actifs non financiers, et autres charges de 116 millions de dollars après impôt.
2. Les montants sont calculés en vertu du dispositif réglementaire de Bâle III, à l'exception des capitaux propres rattachés au rajustement de la valeur du crédit conformément à la ligne directrice du BSIF, et sont présentés selon la méthode dite « tout compris ». L'application progressive sur une période de cinq ans de l'exigence pour les fonds propres touchés par le rajustement de la valeur de crédit a commencé, en fonction d'une approche selon laquelle l'exigence s'établit à 64 % en 2015 et en 2016, à 72 % en 2017, à 80 % en 2018 et à 100 % en 2019.
3. Homologues au Canada : les quatre autres grandes banques (RY, BMO, BNS et CM). D'après les résultats pour le T4 2016 clos le 31 octobre 2016.
4. Homologues en Amérique du Nord : les homologues canadiens et américains. Homologues aux États-Unis : les banques installées sur les principales places financières (C, BAC, JPM) et les trois plus grandes banques super-régionales (WFC, PNC, USB). Homologues aux États-Unis : d'après les résultats pour le T3 2016 clos le 30 septembre 2016.

Composition des bénéfices

Trois grands secteurs d'activité

- **Services de détail au Canada**
  Plateforme solide assurée par les services de détail au Canada et rendement démontré
- **Services de détail aux É.-U.**
  Parmi les 10 principales banques aux États-Unis[4], avec des occasions de croissance interne considérables
- **Services bancaires de gros**
  Courtier nord-américain privilégiant les activités axées sur la clientèle

Répartition des bénéfices comme présentés pour 2016[1]



Bâtir une entreprise solide et offrir de la valeur

1. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'activité, le bénéfice du secteur Siège social est exclu.
2. Aux fins de communication de l'information financière, le secteur des Services bancaires de détail aux États-Unis comprend TD Ameritrade, mais cette dernière est présentée séparément ici à titre indicatif.
3. Participation déclarée de la TD de 42,38 % dans TD Ameritrade au 31 octobre 2016 (41,54 % au 31 octobre 2015).
4. Basé sur le total des dépôts au 30 juin 2016. Source : SNL Financial, les plus grandes banques et institutions d'épargne aux États-Unis selon le total des dépôts.

Évolution stratégique de la TD

Accent croissant sur les activités de détail

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Acquisition d'une participation de 51 % dans Banknorth	Entente entre TD Waterhouse USA et Ameritrade	Privatisation de TD Banknorth	Acquisition de Commerce Bank	Intégration de Commerce Bank	Acquisition de Riverside et de TSFG	Acquisition de Services financiers Chrysler et du portefeuille de cartes de crédit MBNA	Acquisition du portefeuille de cartes de crédit de Target et d'Epoch et entente annoncée avec Aimia et la CIBC	Principal émetteur de la carte de crédit Visa Aéroplan; acquisition d'environ 50 % du portefeuille CIBC Aéroplan	Conclusion d'une relation stratégique de cartes de crédit avec Nordstrom	Annonce d'une entente visant l'acquisition de Scottrade Bank[3]	

Abandon de certains produits (produits structurés, produits de crédit aux non-clients de la TD, opérations pour compte propre)

Partenariat avec TD Bank, America's Most Convenient Bank pour élargir les activités aux États-Unis

Obtention du statut de courtier principal aux États-Unis[1]

Participation dans le plus important PAPE au Canada en 14 ans et dans l'un des plus importants placements d'obligations de l'histoire au Canada[2]

Élargissement de la gamme de produits offerts aux clients des États-Unis et accroissement de notre présence dans le secteur de l'énergie à Houston

Annonce d'une entente visant l'acquisition d'Albert Fried & Company, un courtier en valeurs mobilières établi à New York[3]

De courtier traditionnel à courtier lié à la marque

Services de détail à plus faible risque, avec un courtier lié à notre marque

1. Les principaux courtiers agissent en tant que contreparties aux opérations de la Réserve fédérale de New York dans la mise en œuvre de la politique monétaire. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web https://www.newyorkfed.org/
2. Projet Muskrat Falls de Nalcor Energy (placement d'obligations de 5 G$ CA) et PrairieSky Royalty (PAPE de 1,7 G$ CA). Consultez la section « Points saillants de l'analyse des secteurs d'exploitation des Services bancaires de gros » du Rapport annuel 2014 de la Banque.
3. La réalisation de l'acquisition est assujettie au respect des modalités de clôture, y compris de l'obtention des approbations réglementaires.

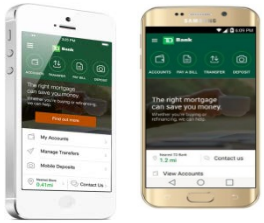
Confort et commodité de l'omnicanal

Stratégie cohérente

Nos avantages concurrentiels

- Grâce à une approche centrée sur la clientèle, les clients peuvent choisir le mode, le moment et le lieu de leurs opérations bancaires.
- Une expérience omnicanal est une interaction entre le client et l'ensemble de l'entreprise. Elle intègre sans heurts les produits, les appareils, les canaux et les frontières de façon à satisfaire ou dépasser les attentes des clients à tous les moments de l'échange.
- La structure nord-américaine met à profit une technologie et des capacités favorisant l'adoption par les clients et l'innovation pour nos services de détail au Canada et aux États-Unis.

Améliorations numériques



Appli TD Bank entièrement repensée pour les appareils iOS et Android comportant plus de 20 nouvelles fonctions, y compris une navigation améliorée et des options libre-service, une plus grande souplesse du transfert de fonds et des fonctions de messagerie sécurisée.
(É.-U.)

TD et moi est une fonction de conciergerie numérique de l'appli TD au Canada, qui fournit aux clients des renseignements sur les activités locales de la TD, des offres, des conseils et des rappels pour les aider à profiter pleinement de leur quotidien.
(Canada)

TD Live Chat

L'outil de clavardage de la TD donne aux clients la possibilité de communiquer en ligne avec des spécialistes des services bancaires. Service offert en anglais et en français
(Canada)

Text us at TDHELP

Première banque au Canada à offrir du soutien pour le service à la clientèle par message texte
(Canada)

Faites des opérations et des paiements de presque partout au moyen de l'appli TD (Canada)

Faites de petits achats avec votre téléphone intelligent Android[MC1] au moyen de Paiement mobile TD, et vérifiez rapidement le solde de votre compte au moyen d'Accès Rapide sur votre Apple Watch[MC2]

1. MC Android est une marque de commerce de Google Inc.
2. Apple, le logo Apple et Apple Watch sont des marques de commerce d'Apple Inc., enregistrées aux États-Unis et dans d'autres pays.

Remarque : Seuls certains appareils Android sont compatibles avec Paiement mobile TD.

Responsabilité sociale de l'entreprise

Faits saillants

- Classée 54e sur la liste des **100 sociétés les plus écoresponsables du monde** selon Corporate Knights
- Inscrite dans **l'indice mondial Dow Jones de développement durable**
- Désignation de meilleure institution financière canadienne par CDP, au titre de **l'indice Climate Disclosure Leadership**
- Un des meilleurs milieux de travail aux États-Unis pour les employés de la communauté LGBT grâce à une note parfaite selon **l'indice de l'égalité de Human Rights Campaign**, pour la septième année consécutive
- TD Bank, America's Most Convenient Bank figure pour la troisième année de suite au palmarès des **50 meilleures entreprises en matière de diversité** établi par Diversity Inc.
- Titre de **Meilleure banque verte – Amérique du Nord 2015** octroyé par la société Capital Finance International du Royaume-Uni
- **Dons de 92,5 M$ CA en 2015** à des organismes sans but lucratif au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Asie-Pacifique

- La Fondation TD des amis de l'environnement célèbre son 25e anniversaire en ayant versé plus de **76 M$ CA de fonds** pour soutenir plus de 24 000 projets locaux liés à l'environnement
- Plus de **235 000 arbres plantés dans le cadre des Journées des arbres TD**, le programme phare de la TD en matière de bénévolat; plus de 50 000 arbres de plus à planter en 2016
- En 2014, la TD était la **première banque commerciale au Canada à émettre 500 millions de dollars d'obligations vertes** pour soutenir l'économie à faibles émissions de carbone
- Valeurs Mobilières TD continue de soutenir le marché des obligations vertes en participant à la prise ferme d'obligations climatiquement responsables :
  - Émission de 1 G$ CA par la Banque européenne d'investissement
  - Obligation de 750 M$ CA pour le gouvernement de l'Ontario
  - Obligation de 700 M$ US pour la Société financière internationale
- Gestion de Placements TD **adhère aux Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies**
- TD Assurance **adhère aux Principes d'assurance durable des Nations Unies**
- **Reconnaissance par les indices de développement durable :**
  - Indice mondial Dow Jones de développement durable (indice mondial et nord-américain)
  - Indice mondial de développement durable Ethibel
  - Indice Jantzi de responsabilité sociale
  - Indice FTSE4Good
  - Indices mondiaux de développement durable MSCI
  - Indice de développement durable Nasdaq OMX CRD
  - Indices STOXX ESG Leaders
  - Indice Euronext Vigeo World 120

Avoir une incidence positive sur les clients, le milieu de travail, l'environnement et la collectivité

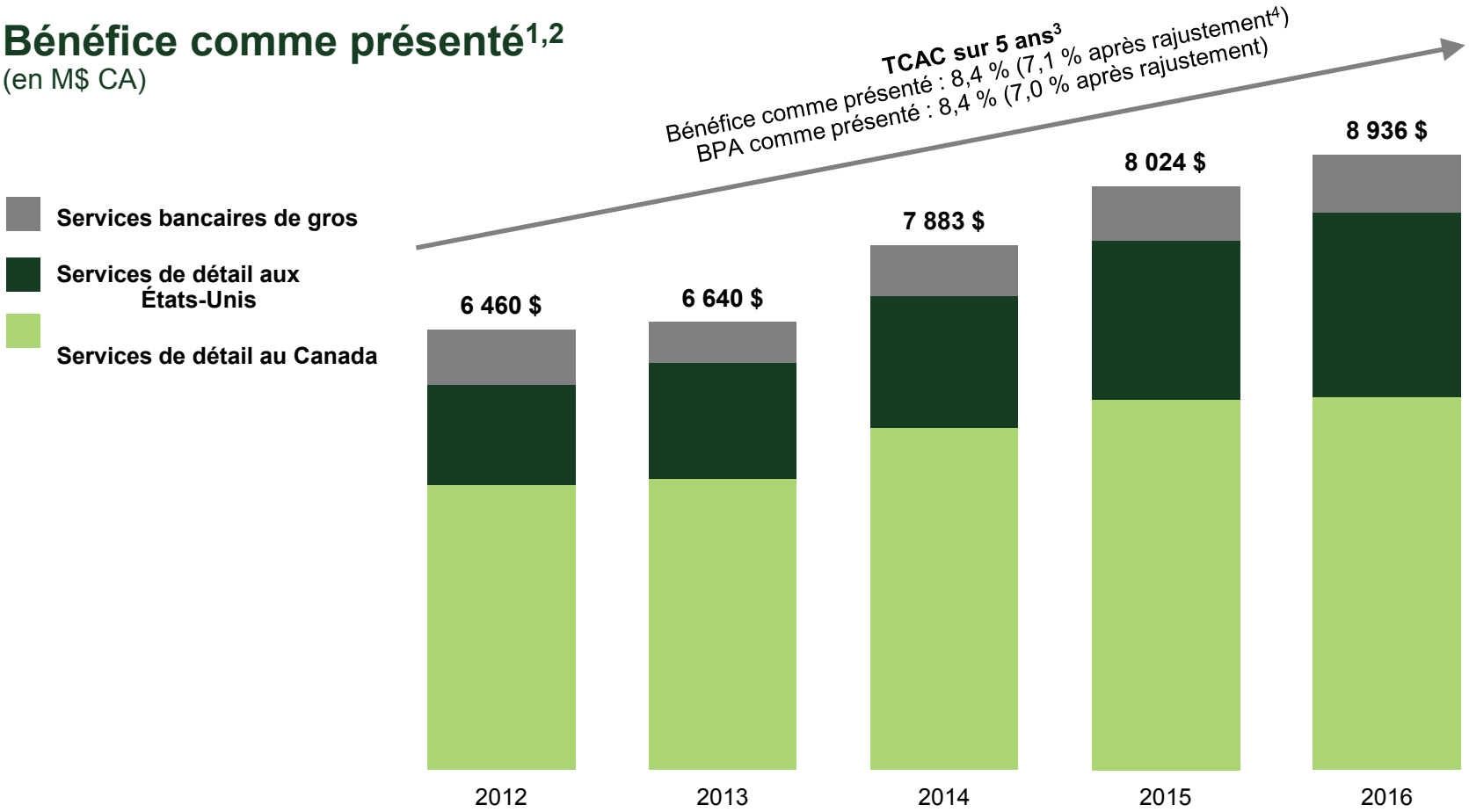
Pour obtenir plus de renseignements sur la responsabilité d'entreprise, consultez le http://www.td.com/francais/responsabilites-de-lentreprise/index.jsp.

Contenu

1. Groupe Banque TD
2. **Faits saillants financiers**
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. Annexe

Croissance stable des bénéfices

Bénéfice comme présenté[1,2]
(en M$ CA)



Objectif de croissance du BPA rajusté à moyen terme[4] de 7 % à 10 %

1. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'activité, le bénéfice du secteur Siège social est exclu.
2. Au T1 2014, les secteurs des activités de détail ont été réorganisés et correspondent désormais aux Services bancaires de détail au Canada et aux Services bancaires de détail aux États-Unis. Pour en savoir plus sur les secteurs des Services bancaires de détail, voir les diapositives 4 et 8. La réorganisation des secteurs, l'adoption des nouvelles normes IFRS et de leurs modifications ainsi que l'incidence du dividende en actions déclaré le 5 décembre 2013 ont été appliquées rétroactivement aux résultats de 2012 et de 2013.
3. Taux de croissance annuel composé (TCAC) pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2016.
4. Voir la définition des résultats rajustés à la note 3 de la diapositive 5.

Faits saillants du T4 2016

Total des résultats comme présentés par la Banque (sur 12 mois)

BPA en hausse de 25 % (7 % après rajustement[1])

Produits en hausse de 9 %

- Produits ajustés en hausse de 6 % hors change et acquisitions[2]

Charges en baisse de 1 %

- Charges rajustées en hausse de 5 % hors change et acquisitions[2]

Résultats comme présentés par secteur (sur 12 mois)

Bénéfice des Services de détail au Canada stable

Bénéfice des Services de détail aux États-Unis en hausse de 18 % (9 % après rajustement)

Bénéfice des Services bancaires de gros en hausse de 21 %

Faits saillants financiers – M$

Comme présenté	T4 2016	T3 2016	T4 2015
Produits	8 745	8 701	8 047
Provision pour pertes sur créances (PPC)	548	556	509
Charges	4 848	4 640	4 911
Bénéfice net	**2 303**	**2 358**	**1 839**
BPA dilué ($)	**1,20**	**1,24**	**0,96**

Rajustés[1]	T4 2016	T3 2016	T4 2015
Bénéfice net	**2 347**	**2 416**	**2 177**
BPA dilué ($)	**1,22**	**1,27**	**1,14**

Bénéfice par secteur – M$

T4 2016	Comme présenté	Rajusté
Services de détail[3]	2 203	2 203
Services de détail au Canada	*1 502*	*1 502*
Services de détail aux États-Unis	*701*	*701*
Services bancaires de gros	238	238
Siège social	(138)	(94)

1. Voir la définition des résultats rajustés à la note 3 de la diapositive 5. Éléments à noter : T4 2016 – Amortissement d'immobilisations incorporelles de 60 millions de dollars après impôt (3 cents l'action) et profit de 16 millions de dollars après impôt (1 cent l'action) découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres reclassés comme disponibles à la vente; T3 2016 – Amortissement d'immobilisations incorporelles de 58 millions de dollars après impôt (3 cents l'action); T4 2015 – Amortissement d'immobilisations incorporelles de 65 millions de dollars après impôt (3 cents l'action), frais de restructuration de 243 millions de dollars après impôt (13 cents l'action), des charges de 51 millions de dollars (3 cents l'action) liées à l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de Nordstrom aux États-Unis et profit de 21 millions de dollars après impôt (1 cent l'action) découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres reclassés comme disponibles à la vente.
2. Les produits rajustés étaient de 8 096 M$ et de 8 726 M$ pour le T4 2015 et le T4 2016 respectivement Les charges rajustées étaient de 4 480 M$ et de 4 784 M$ pour le T4 2015 et le T4 2016, respectivement.
3. Voir la définition des activités de détail à la note 5 de la diapositive 4.

Portefeuille de prêts bruts
(acceptations bancaires comprises)

Soldes (en G$ CA, sauf indication contraire)

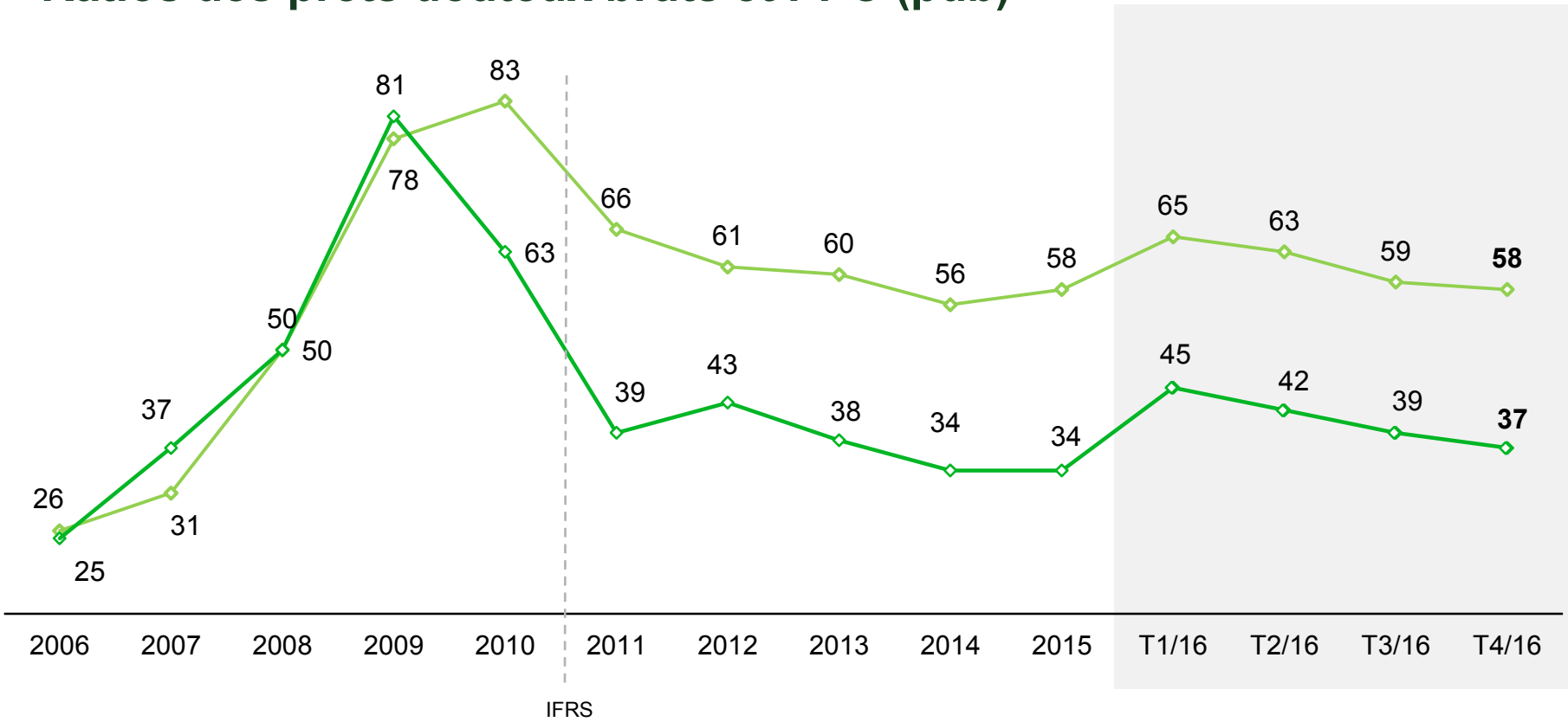
	T3 2016	T4 2016
Portefeuille des Services de détail au Canada	**368,4 $**	**372,2 $**
Services bancaires personnels	**306,0 $**	**309,1 $**
Prêts hypothécaires résidentiels	187,7	189,0
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	63,9	65,0
Prêts automobiles indirects	20,4	20,6
Lignes de crédit non garanties	9,8	9,5
Cartes de crédit	17,9	18,2
Autres prêts aux particuliers	6,3	6,8
Services bancaires commerciaux (y compris Services bancaires aux petites entreprises)	**62,4 $**	**63,1 $**
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (montants en G$ US)	**138,5 $US**	**141,6 $US**
Services bancaires personnels	**61,7 $US**	**62,3 $US**
Prêts hypothécaires résidentiels	20,4	20,6
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)[1]	9,9	9,8
Prêts automobiles indirects	20,8	21,2
Cartes de crédit	10,1	10,2
Autres prêts aux particuliers	0,5	0,5
Services bancaires commerciaux	**76,8 $US**	**79,3 $US**
Immobilier non résidentiel	15,7	16,0
Immobilier résidentiel	5,1	5,0
Commercial et industriel	56,0	58,3
Opérations de change − portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U.	42,2 $	48,3 $
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (en G$ CA)	**180,7 $**	**189,9 $**
Portefeuille des Services bancaires de gros[2]	**38,9 $**	**39,5 $**
Autres[3]	**1,5 $**	**2,0 $**
Total	**589,4 $**	**603,6 $**

1. LDCVD aux É.-U. comprend les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.
2. Le portefeuille des Services bancaires de gros comprend les prêts aux entreprises et les autres prêts bruts et acceptations des Services bancaires de gros.
3. La catégorie « Autres » comprend les prêts acquis ayant subi une perte de valeur et les prêts comptabilisés dans le secteur Siège social.

Remarque : Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'emploi de chiffres arrondis.
Excluent les titres de créance classés comme prêts.

Solide qualité de crédit

Ratios des prêts douteux bruts et PPC (pdb)



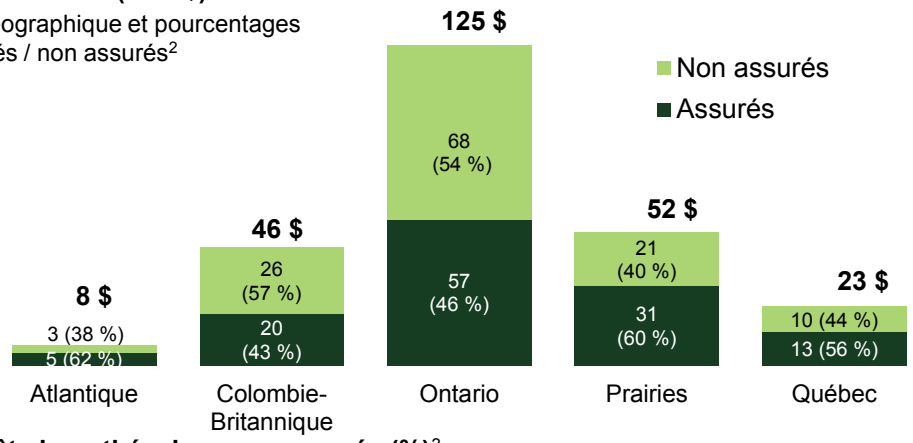
La qualité du crédit demeure élevée

Services bancaires personnels au Canada

Services bancaires personnels au Canada[1]	Prêts bruts (en G$ CA)	T4 2016 Prêts douteux bruts (en M$ CA)	Prêts douteux bruts / prêts
Prêts hypothécaires résidentiels	189	401	0,21 %
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	65	149	0,23 %
Prêts automobiles indirects	21	49	0,24 %
Lignes de crédit non garanties	9	33	0,35 %
Cartes de crédit	18	152	0,83 %
Autres prêts aux particuliers	7	19	0,28 %
Total des Services bancaires personnels au Canada	**309 $**	**803 $**	**0,26 %**
Variation par rapp. au T3 2016	3 $	(23) $	(0,01) %

Portefeuille de CGBI (en G$)

Répartition géographique et pourcentages d'actifs assurés / non assurés[2]



RPV des prêts hypothécaires non assurés (%)[3]

T4 2016[3]	67	62	54	65	63
T3 2016[3]	68	53	55	66	64

Faits saillants

Crédit garanti par des biens immobiliers

- Solde brut des prêts de 254 G$ CA
- 50 % de prêts assurés
- RPV actuel de 58 % sur les prêts hypothécaires non assurés

Copropriétés

- Solde brut de 33 G$ CA et de 6 G$ CA, respectivement, pour les prêts hypothécaires et les LDCVD
- 60 % des prêts hypothécaires et 26 % des LDCVD sont assurés
- RPV, note de crédit et taux de défaillance en phase avec le portefeuille global

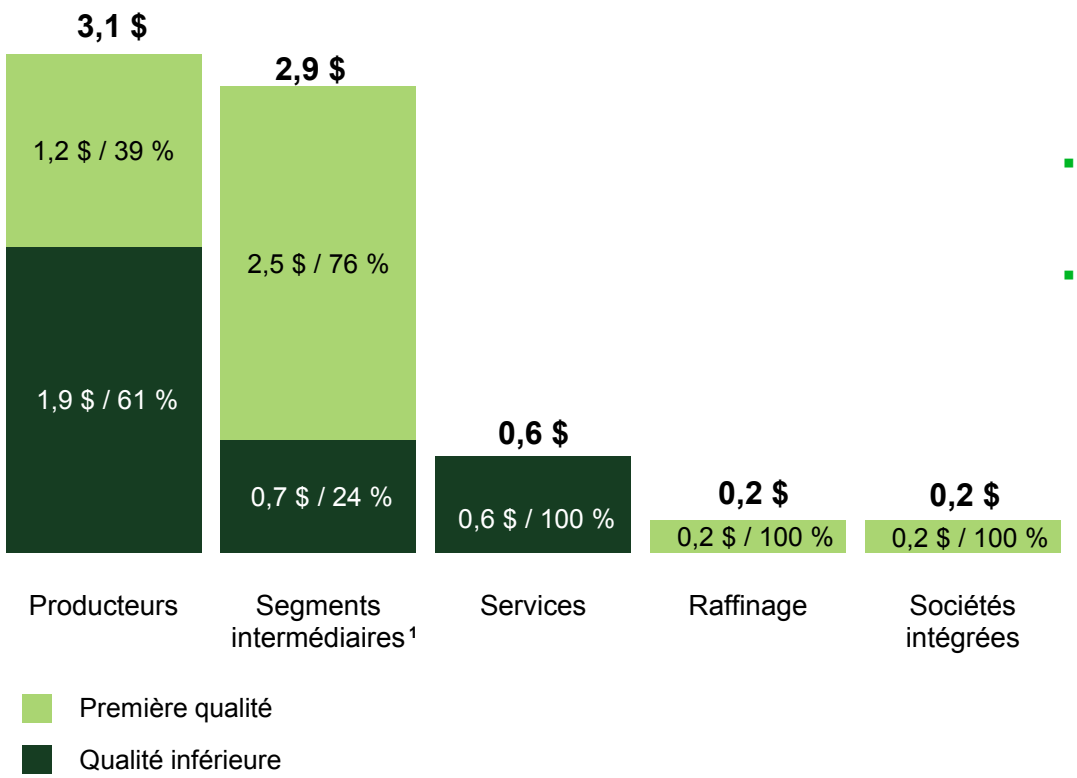
Promoteurs de tours

- Stabilité des volumes des portefeuilles, qui comptent pour environ 1,5 % du portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada
- Exposition limitée aux emprunteurs ayant de solides antécédents, disposant de liquidités suffisantes et qui entretiennent une relation de longue date avec la TD

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.
2. Les territoires sont répartis comme suit : le Yukon est compris dans la Colombie-Britannique, le Nunavut est compris dans l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région des Prairies.
3. Le rapport prêt-valeur (RPV) est établi en fonction du prix moyen désaisonnalisé par grande ville (Association canadienne de l'immeuble) et correspond à la somme du RPV de chaque prêt hypothécaire pondéré par le solde du prêt, conformément aux données présentées par nos homologues.

Exposition au secteur du pétrole et du gaz

Solde des prêts aux entreprises et des prêts commerciaux par segment (en G$) :



Faits saillants

- Le solde des prêts aux producteurs de pétrole et de gaz et aux sociétés de services pétroliers et gaziers a connu une réduction de 400 M$ et représente moins de 1 % du total des prêts et des acceptations bruts
- 65 % du crédit inutilisé au segment du pétrole et gaz est de qualité supérieure
- Exclusion faite du crédit garanti par des biens immobiliers, les prêts à la consommation et les prêts des Services bancaires aux petites entreprises dans les provinces touchées[2] représentent 2 % du montant brut des prêts et des acceptations

1. Le segment intermédiaire comprend les pipelines, le transport et le stockage.
2. Les provinces touchées par la chute des prix du pétrole sont l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador.

Contenu

1. Groupe Banque TD
2. Faits saillants financiers
3. **Gestion de la trésorerie et du bilan**
4. Annexe

Le point sur le régime de recapitalisation interne

- Le 22 mars 2016, le gouvernement du Canada a proposé dans son budget 2016 l'instauration d'une loi-cadre pour le régime de recapitalisation interne des banques ainsi que des améliorations connexes à la trousse d'outils du Canada en matière de résolution bancaire.
- Le régime fournira à la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) le pouvoir conféré par la loi de convertir certains passifs admissibles en actions ordinaires d'une banque désignée comme étant une banque d'importance systémique nationale (BISN) dans l'éventualité peu probable où une telle banque deviendrait non viable.
- La *Loi n° 1 d'exécution du budget*, adoptée en juin 2016, prévoit des modifications à la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, à la *Loi sur les banques* et à d'autres lois afin de permettre la recapitalisation interne.
- La TD surveille étroitement la situation et s'attend à ce que davantage de détails soient fournis dans la réglementation et qu'un calendrier de mise en œuvre soit annoncé d'ici peu.
- Il devrait y avoir une période de consultation au sujet de la réglementation et des lignes directrices portant sur un certain nombre de points importants du cadre, notamment sur les modalités de conversion aux fins de la recapitalisation interne.
- Nous nous attendons à ce que les exigences concernant la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) soient définies dans les lignes directrices du BSIF.
- Nous nous attendons également à ce qu'une clause d'antériorité s'applique aux créances actuelles (c'est-à-dire qu'elles ne pourront probablement pas faire l'objet d'une recapitalisation interne) et que les nouvelles émissions de créances de premier rang ne puissent faire l'objet d'une recapitalisation interne qu'à partir d'une certaine date qui sera précisée par le gouvernement.

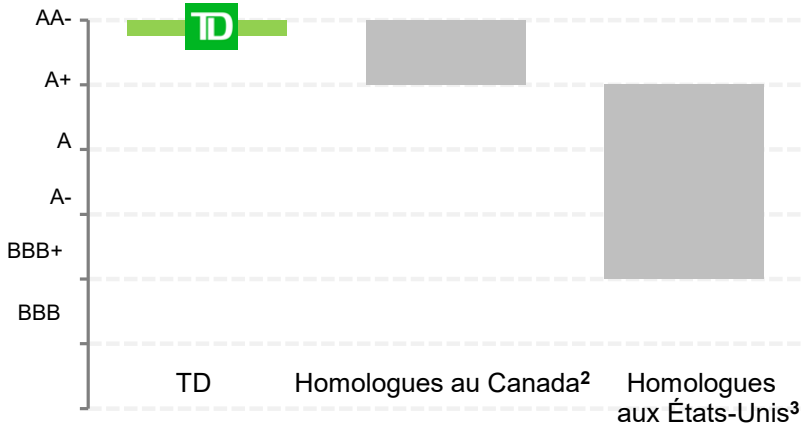
Notation financière de la TD

Notes d'émetteur[1]

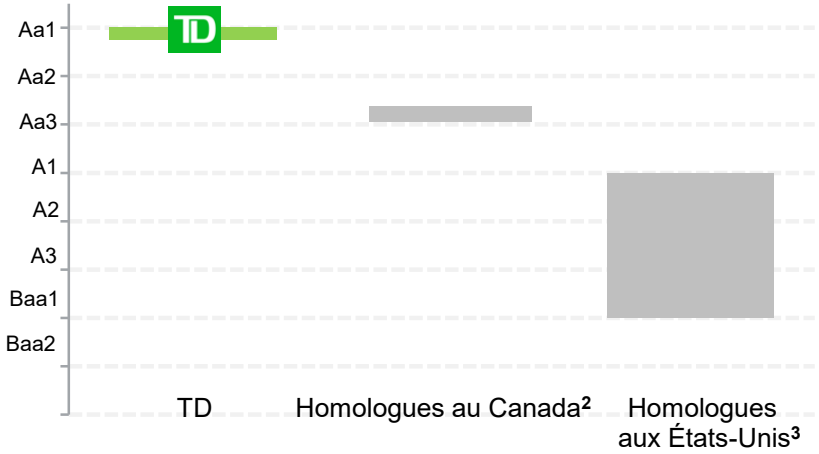
	Moody's	S&P	DBRS
Notes	Aa1	AA-	AA
Perspective	Négative	Stable	Négative

Notes par rapport à celles des homologues

Notes attribuées par S&P aux titres de créance à long terme



Notes attribuées par Moody's aux titres de créance à long terme



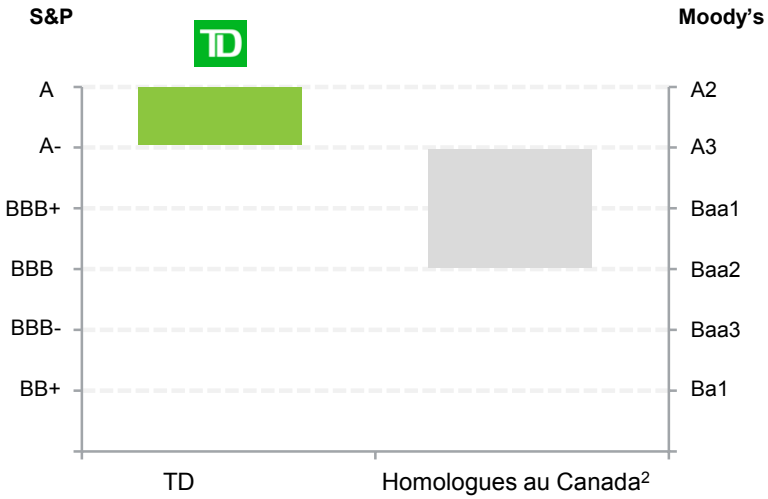
1. Pour plus de renseignements sur la notation, voir la note 2 de la diapositive 5.
2. Dans le contexte des notes attribuées aux titres de créance à long terme, les homologues au Canada sont RY, BNS, BMO et CM.
3. Dans le contexte des notes attribuées aux titres de créance à long terme, les homologues aux États-Unis sont BAC, BBT, C, CITZ, JPM, MTB, PNC, STI, USB et WFC.

Notation des fonds propres sous forme d'actions non ordinaires

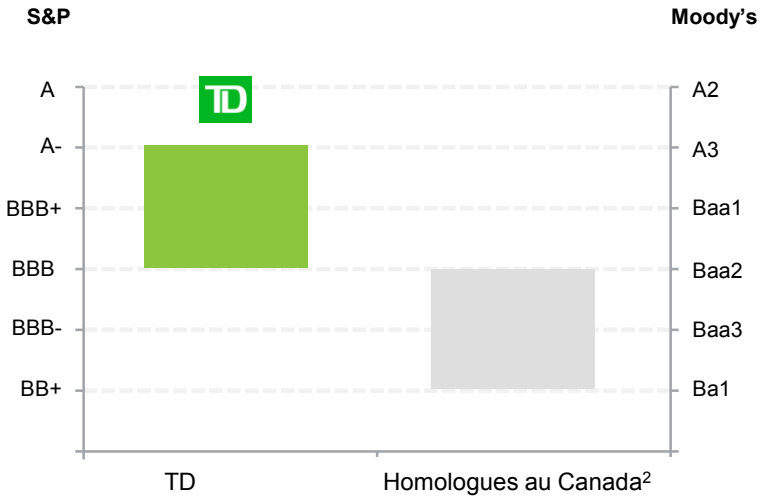
- Les notations de la TD sont parmi les plus élevées du secteur[1] pour les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires ou de catégorie 2

Notes par rapport à celles des homologues

Notes des titres de créance de second rang de FPUNV de catégorie 2



Notes des actions privilégiées de FPUNV de catégorie 1 supplémentaires



1. Notes des titres de créance de second rang et des actions privilégiées au 31 octobre 2016. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.
2. Dans le contexte des notes attribuées aux titres de créance de second rang et aux actions privilégiées, les homologues au Canada sont RY, BNS, BMO et CM.

Fonds propres

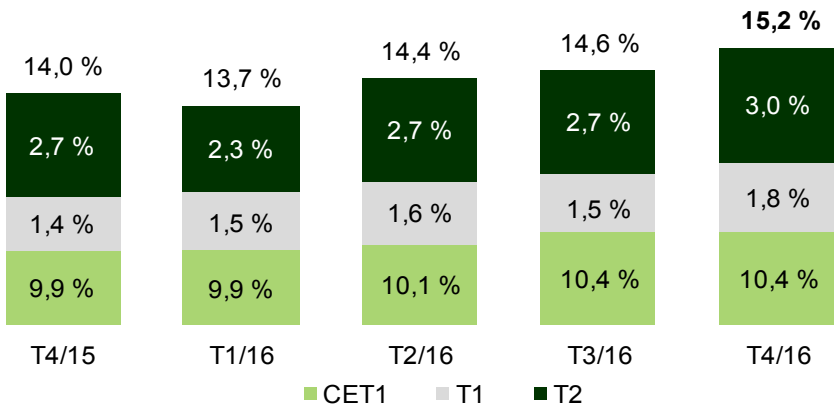
Faits saillants

- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 10,4 %
- Ratio d'endettement de 4,0 %
- Ratio des fonds propres de première catégorie et du total des fonds propres pour le T4 2016 de 12,2 % et 15,2 %, respectivement

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO[1]

Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T3 2016	**10,4 %**
Production de fonds propres à l'interne	31 pdb
Augmentation des actifs pondérés en fonction des risques et autres	(24) pdb
Perte actuarielle sur les régimes de retraite des employés	(4) pdb
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T4 2016	**10,4 %**

Ratio du total des fonds propres[1]



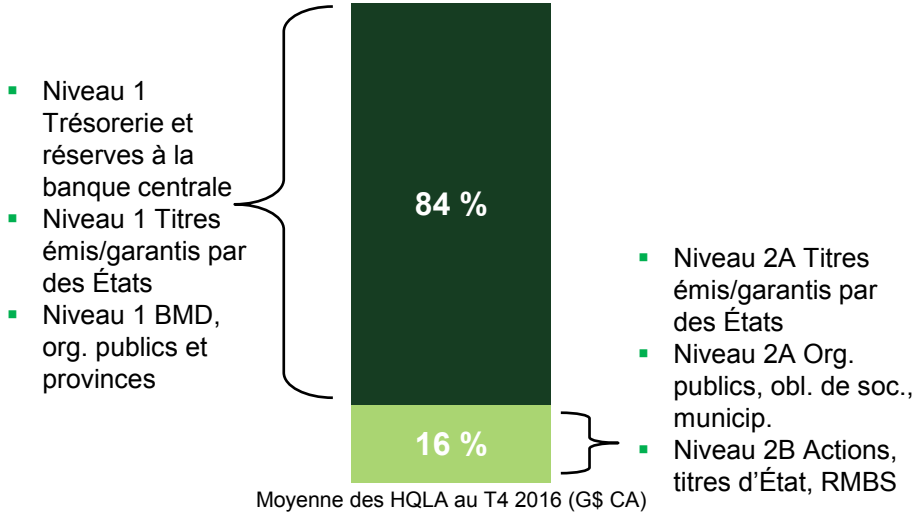
1. Les montants sont calculés en vertu du dispositif réglementaire de Bâle III, à l'exception des capitaux propres rattachés au rajustement de la valeur du crédit conformément à la ligne directrice du BSIF, et sont présentés selon la méthode dite « tout compris ». L'application progressive sur une période de cinq ans de l'exigence pour les fonds propres touchés par le rajustement de la valeur de crédit a commencé, en fonction d'une approche selon laquelle l'exigence s'établit à 64 % en 2015 et en 2016, à 72 % en 2017, à 80 % en 2018 et à 100 % en 2019.

Gestion rigoureuse des liquidités

- Contribution du paradigme de la trésorerie à un bénéfice stable et croissant
- Concordance de la durée du financement avec celle des actifs ou avec la profondeur réduite du marché
- Processus rigoureux d'établissement des prix de transfert reflétant les exigences réglementaires et internes de réserves de liquidité
- Cadre de gestion du risque de liquidité mondial permettant de veiller à ce que la Banque détienne des liquidités suffisantes pour respecter les limites de risque internes et maintenir un coussin par rapport aux exigences réglementaires
- Ratio de liquidité à court terme consolidé du Groupe Banque TD de 130 % au quatrième trimestre, selon la Ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF

Distribution des actifs liquides de haute qualité (HQLA)

(pondérés et incluant les HQLA excédentaires des É.-U.)



- La majorité des HQLA sont des actifs de niveau 1 de haute qualité.

Gestion de la liquidité prudente et conforme à l'appétence au risque

Stratégie de financement à terme

Grand bassin de dépôts stables de particuliers et d'entreprises – principale source de financement

- Le modèle d'affaires axé sur le service à la clientèle génère une base stable de dépôts durables et fondés sur la marque
- Réserve d'actifs conservée pour le solde de dépôt en fonction des exigences relatives au ratio de liquidité à court terme

Financement à terme de gros au moyen de diverses sources dans les marchés nationaux et internationaux

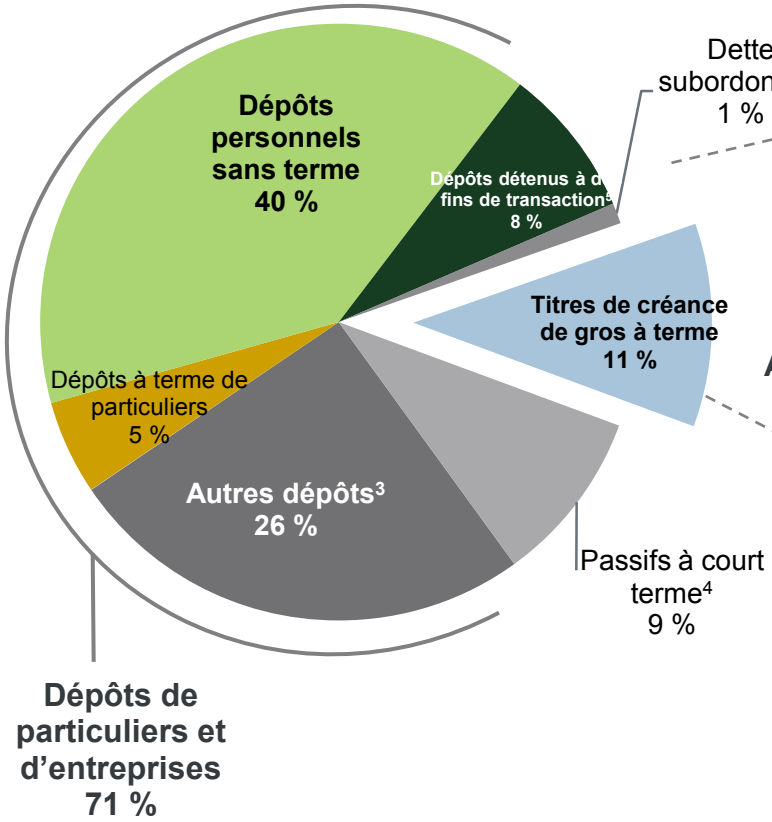
- Le profil de financement tient compte de la composition équilibrée de financement garanti et non garanti
- Les programmes nationaux de titrisation assurent un financement symétrique des prêts hypothécaires par l'intermédiaire des programmes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)
- Le programme d'obligations sécurisées d'une valeur de 40 G$ CA constitue un volet important de la stratégie de financement mondiale
- Émission programmatique sur le marché américain dans le cadre du programme nouvellement établi de titres adossés à des créances, soutenu par des créances sur cartes de crédit canadiennes
- Recours à des émissions de titres de premier rang non garantis sur le marché financier mondial
  - Première émission en septembre de titres de créance de second rang de catégorie 2 selon Bâle III de 1,5 G$ US, une transaction innovatrice

Élargissement de la clientèle d'investisseurs par la diversification des devises, de la durée et de la structure

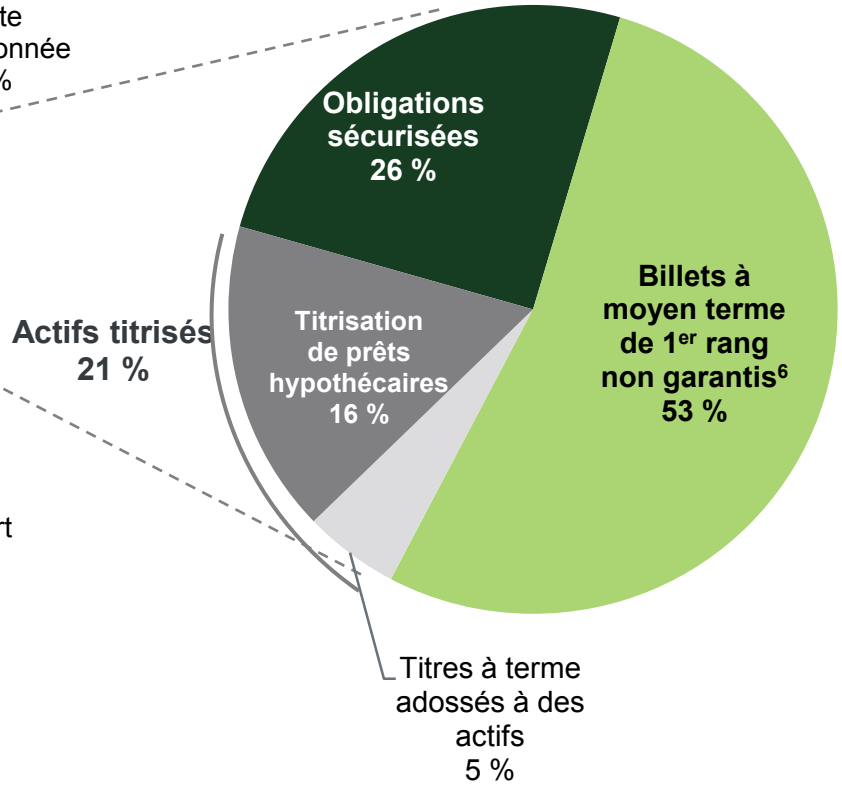
- CAD, USD, EUR, GBP, AUD
- Émission d'obligations ayant une durée de 12 mois à 10 ans au cours de l'exercice 2016

Composition attrayante du bilan[1]

Composition du financement[2]



Titres de créance de gros à terme

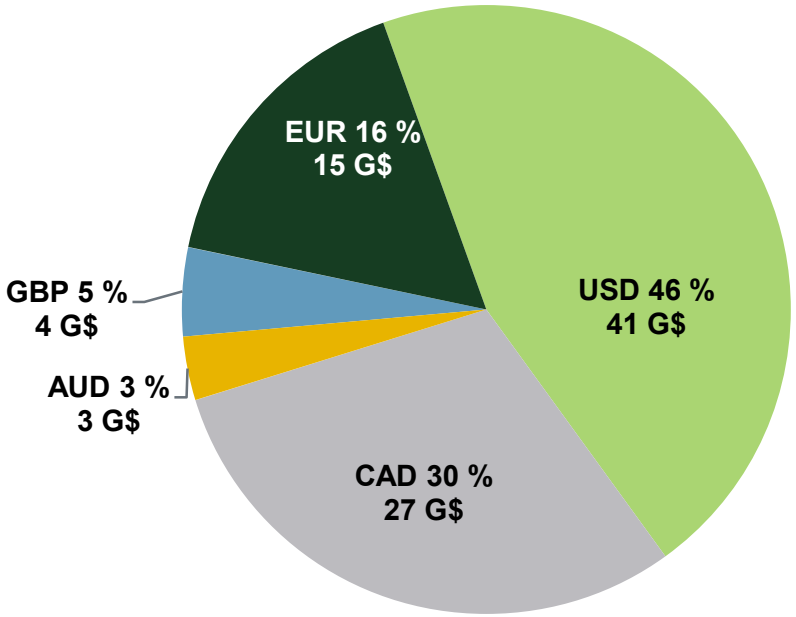


Principales sources de financement : les dépôts de particuliers et d'entreprises

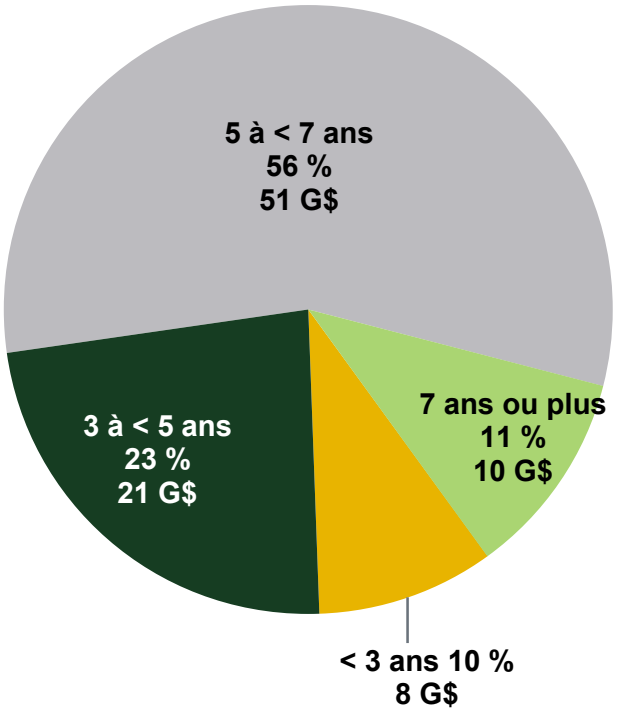
1. Au 31 octobre 2016.
2. Ne tient pas compte des passifs qui ne créent pas de financement comme les acceptations bancaires, les dérivés sur opérations de négociation, les activités de regroupement des prêts hypothécaires des Services bancaires de gros, les participations ne donnant pas le contrôle et certains capitaux propres, dont les actions ordinaires et d'autres instruments de capitaux propres.
3. Les dépôts de banques, d'entreprises et de gouvernements, moins les obligations sécurisées et les billets à moyen terme de premier rang.
4. Obligations liées à des titres vendus à découvert et à des titres vendus dans le cadre de mises en pension de titres.
5. Comprend principalement les billets de dépôt au porteur, les certificats de dépôt et le papier commercial.
6. Comprend certains billets de placements privés.

Répartition des titres de créance de gros à terme[1]

Par devise[2,3]



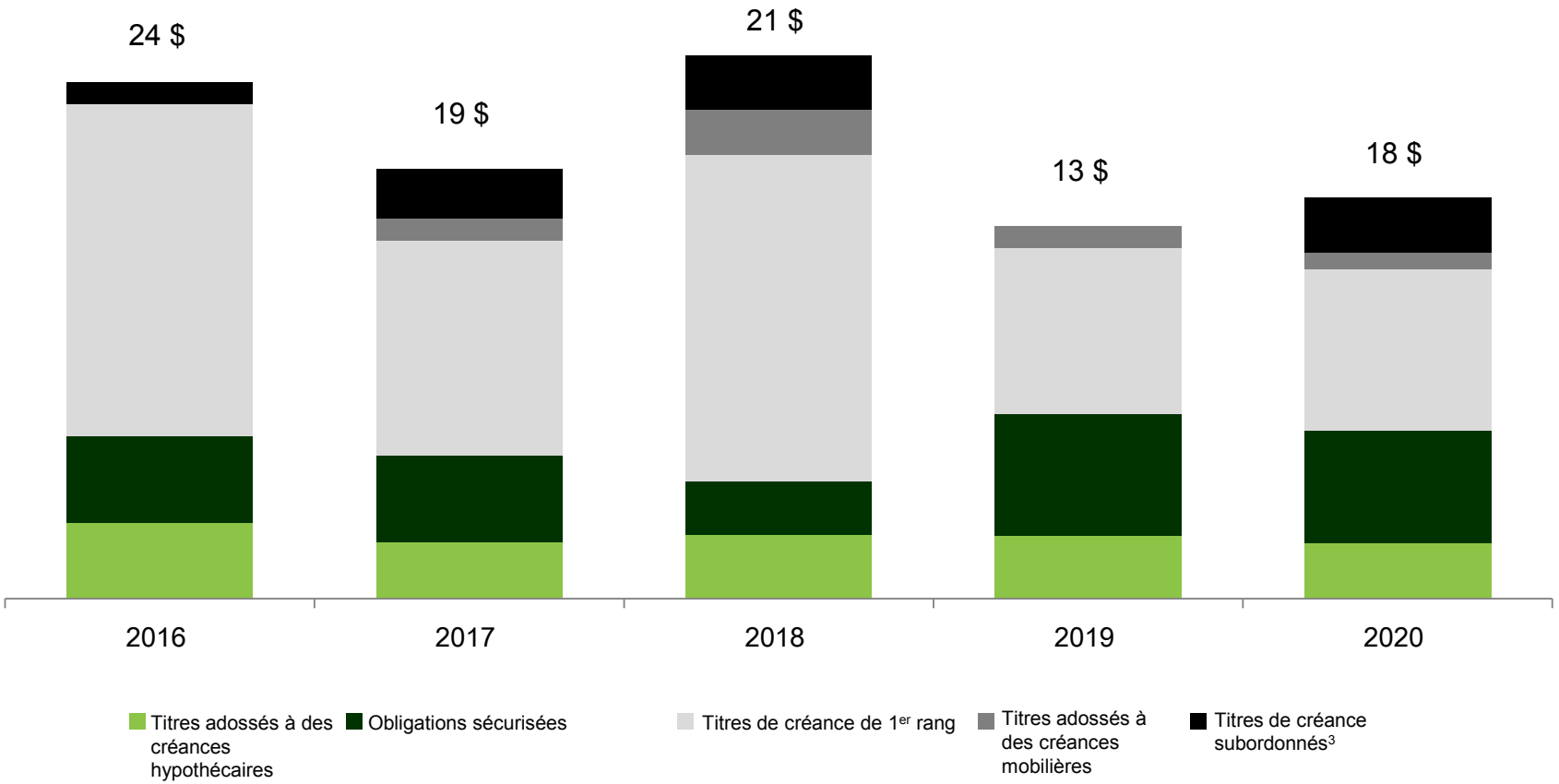
Par terme[2,3]



1. Au 31 octobre 2016.
2. Exclut certains billets de placements privés et les opérations de titrisation de prêts hypothécaires.
3. En dollars canadiens.

Profil des échéances de la dette[1]
De l'exercice 2016 à l'exercice 2020

Échéances des emprunts remboursables in fine (en G$ CA)[2]



Des titres d'emprunt dont les échéances sont gérables

1. Pour les titres de créance de gros à terme à échéance in fine.
2. Au 31 octobre 2016.
3. En fonction de la première date de rachat à la valeur nominale. Le moment d'un rachat dépend des points de vue de la direction à ce moment ainsi que des autorisations en matière de réglementation et de gouvernance d'entreprise.

Points à retenir

- Solide assise financière
- Notes parmi les plus élevées du secteur
- Gestion proactive et rigoureuse des risques
- Composition attrayante du bilan
- Stratégie de financement diversifiée

Contenu

1. Groupe Banque TD
2. Perspectives économiques
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**
   - **Perspectives économiques**
   - Qualité du crédit
   - Instruments de financement

Perspectives économiques

On s'attend à une croissance modeste du PIB canadien

- Le PIB réel devrait augmenter de 1,1 % en 2016 et de 1,7 % en 2017
- Les mesures du budget fédéral de 2016 et la reprise modeste des investissements des entreprises devraient favoriser la croissance
- Taux de chômage prévu de 6,9 % jusqu'en 2017

La croissance mondiale devrait demeurer près des creux d'après la crise financière

- Même si la croissance en 2016 s'annonce pour atteindre son plus bas niveau depuis la crise financière, l'activité économique à l'échelle mondiale montre des signes de raffermissement
- La croissance des marchés émergents se heurte aux risques de baisse découlant de la hausse des sorties de capitaux, du resserrement des conditions financières, du ralentissement de la croissance en Chine et de l'inflation plus élevée
- Le Brexit devrait s'avérer un important obstacle à la croissance des économies de l'Europe et du Royaume-Uni en 2017

La faiblesse de la croissance mondiale demeure une inquiétude majeure pour les É.-U.

- La croissance du PIB réel devrait s'établir à 1,6 % en 2016 avant de remonter à 2,1 % en 2017
- La demande des consommateurs continue d'être soutenue par la vigueur du marché de l'emploi
- Les politiques du président élu pourraient modifier considérablement les prévisions

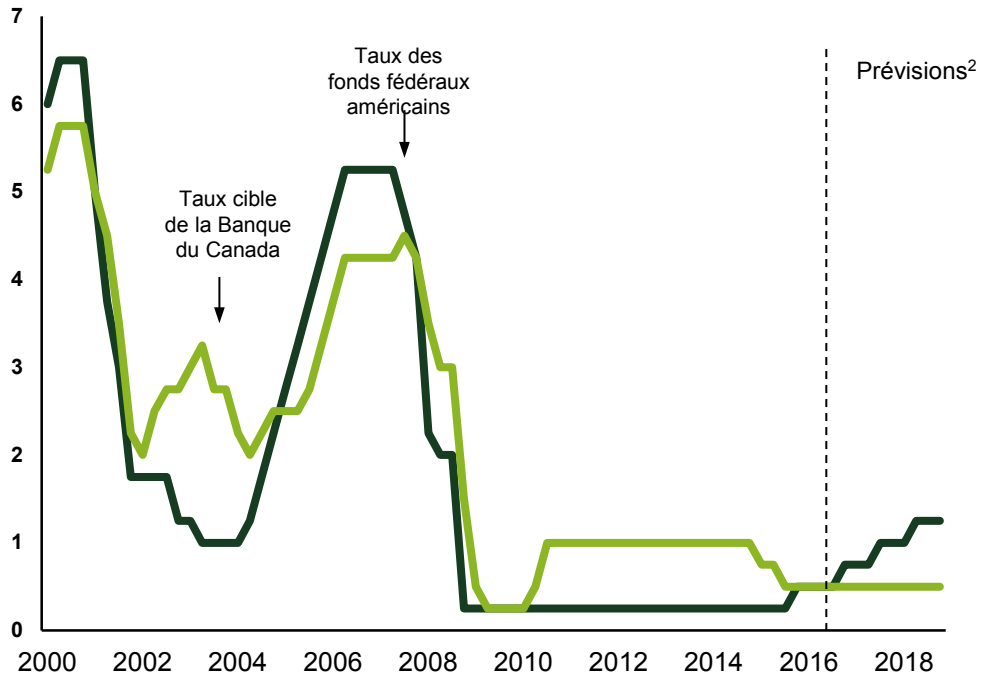
Source : Services économiques TD, Perspectives économiques trimestrielles, novembre 2016

Pour obtenir des renseignements à jour sur l'économie, consulter le ***www.td.com/francais/services_economiques***

Perspectives relatives aux taux d'intérêt

Taux d'intérêt au Canada et aux É.-U.[1]

(%)



- Comme le taux de chômage approche des niveaux sains aux États-Unis, la Réserve fédérale devrait vraisemblablement continuer à augmenter les taux.
- Au Canada, les perspectives économiques et inflationnistes modestes donnent à penser que la Banque du Canada maintiendra une politique monétaire exceptionnellement accommodante.
- Les hausses de taux d'intérêt devraient se faire de façon graduelle, et il est probable que les taux resteront nettement inférieurs aux moyennes historiques.

Les taux d'intérêt devraient augmenter graduellement

1. Source : Banque du Canada, Réserve fédérale, Services économiques TD.
2. Prévisions des Services économiques TD, novembre 2016.

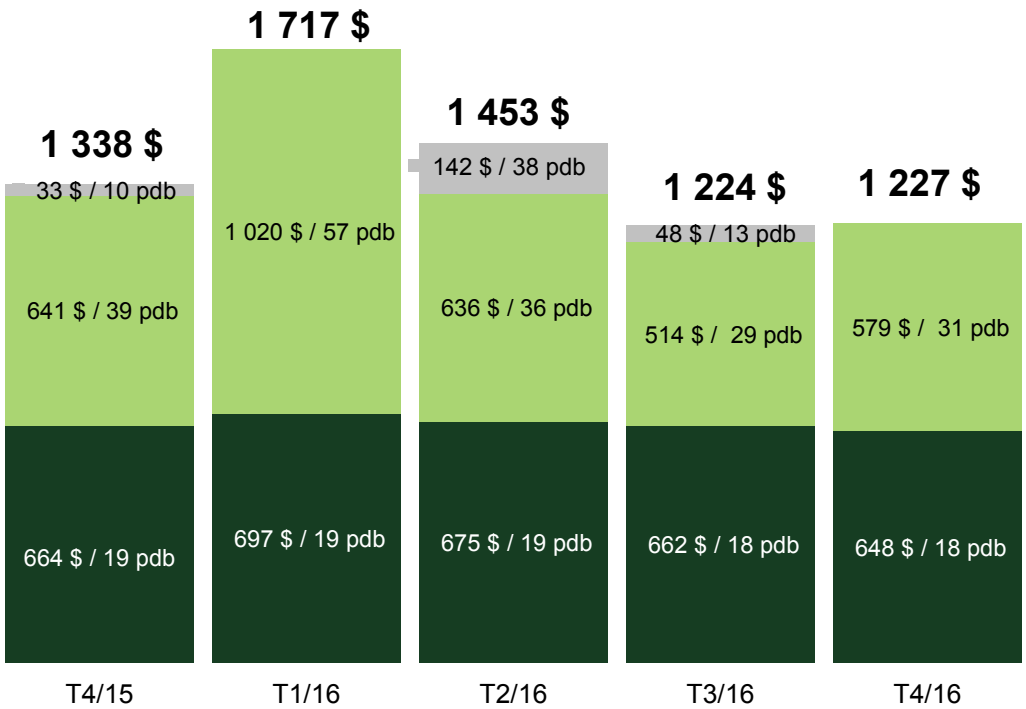
Pour obtenir des renseignements à jour sur l'économie, consulter le ***www.td.com/francais/services_economiques***

Contenu

1. Groupe Banque TD
2. Perspectives économiques
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**
   - Perspectives économiques
   - **Qualité du crédit**
   - Instruments de financement

Formations de prêts douteux bruts
par portefeuille

Formations de prêts douteux bruts[1] : en M$ et ratios[2]



TD	24	30	25	21	21	*pdb*
Homologues au Canada[4]	13	15	25	18	N. d.	*pdb*
Homologues aux États-Unis[5]	17	29	21	19	N. d.	*pdb*

- Autres[3]
- Portefeuille des Services bancaires de gros
- Portefeuille des Services de détail aux É.-U.
- Portefeuille des Services de détail au Canada

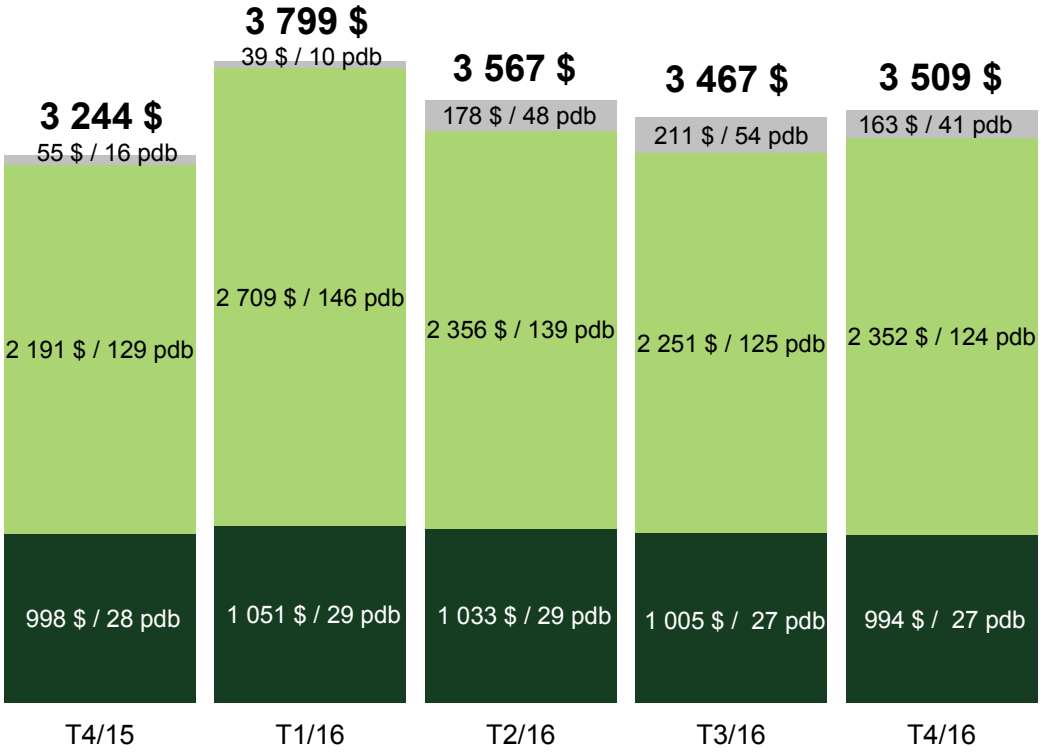
Faits saillants

- Les formations totales de prêts douteux ont été stables sur 3 mois, à 21 pdb
- Les formations de prêts douteux des Services de détail aux États-Unis ont augmenté de 65 M$ pendant le trimestre, dont :
  - 21 M$ en raison de l'incidence négative des taux de change
  - 20 M$ US dans le portefeuille de cartes de crédit en raison principalement de tendances saisonnières

1. Les formations de prêts douteux bruts représentent les ajouts aux acceptations et prêts douteux pendant le trimestre, à l'exclusion de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.
2. Ratio de formation des prêts douteux bruts : formations de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens.
3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.
4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.
5. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC (ajout d'actifs à intérêt non comptabilisé / prêts bruts moyens).
N. d. : Non disponible

Prêts douteux bruts
par portefeuille

Prêts douteux bruts[1] : en M$ et ratios[2]



TD	58	65	63	59	58	*pdb*
Homologues au Canada[4]	63	68	75	74	N. d.	*pdb*
Homologues aux États-Unis[5]	109	114	110	106	N. d.	*pdb*

- **Autres[3]**
- **Portefeuille des Services bancaires de gros**
- **Portefeuille des Services de détail aux É.-U.**
- **Portefeuille des Services de détail au Canada**

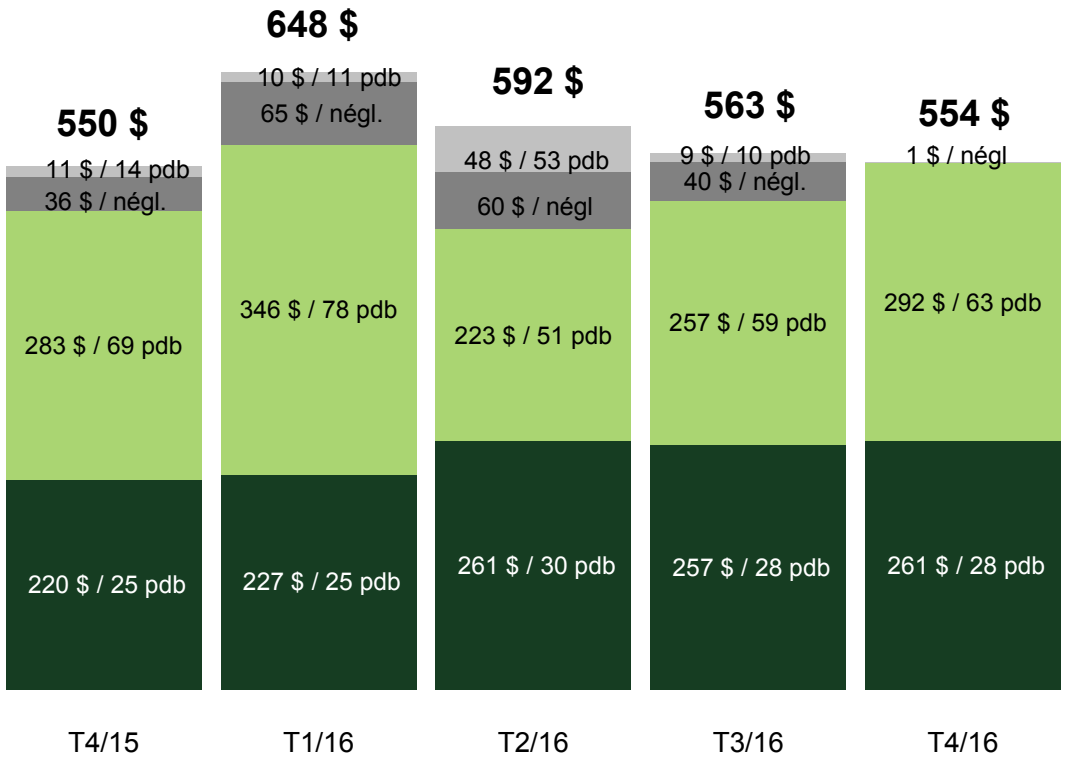
Faits saillants

- Le taux de formation de prêts douteux bruts des Services de détail au Canada se maintient à de faibles niveaux cycliques
- Les formations de prêts douteux des Services de détail aux États-Unis ont augmenté de 101 M$ pendant le trimestre, dont :
  - 71 M$ en raison de l'incidence négative des taux de change
  - 20 M$ US dans le portefeuille de cartes de crédit en raison principalement de tendances saisonnières
- 48 M$ en raison de la baisse des formations de prêts douteux des Services bancaires de gros attribuable aux résolutions dans le secteur du pétrole et du gaz

1. Les prêts douteux bruts ne tiennent pas compte de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.
2. Ratio des prêts douteux bruts : prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts (tous les deux au comptant) par portefeuille.
3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.
4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.
5. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC (prêts improductifs / total des prêts bruts).
N. d. : Non disponible

Provisions pour pertes sur créances (PPC)
par portefeuille

PPC[1] : en M$ et ratios[2]



	T4/15	T1/16	T2/16	T3/16	T4/16	
TD [1]	40	45	42	39	37	*pdb*
Homologues au Canada[5]	28	33	41	33	N. d.	*pdb*
Homologues aux États-Unis[7]	65	69	60	57	N. d.	*pdb*

- **Autres[3]**
- **Portefeuille des Services bancaires de gros[4]**
- **Portefeuille des Services de détail aux É.-U.[6]**
- **Portefeuille des Services de détail au Canada**

Faits saillants

- La qualité du crédit au Canada et aux États-Unis demeure solide
- La provision pour pertes sur créances des Services de détail aux États-Unis a augmenté de 35 M$, dont :
  - 27 M$ US dans les portefeuilles de cartes de crédit et de prêts automobiles en raison principalement de tendances saisonnières

1. La PPC exclut l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur, les titres de créance classés comme prêts et les éléments à noter.
2. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée / moyenne du montant net des prêts et des acceptations.
3. La catégorie « Autres » comprend les provisions pour pertes sur créances subies mais non encore décelées dans les portefeuilles des Services de détail au Canada et des Services bancaires de gros qui sont comptabilisées dans le secteur Siège social.
4. La PPC des Services bancaires de gros exclut les primes sur les swaps sur défaillance de crédit : T4 2016 – (3) M$; T3 2016 – (3) M$; T2 2016 – (2) M$; T1 2016 – (4) M$.
5. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les PPC des homologues excluent les augmentations de la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées. Les données incluent les titres de créance classés comme prêts.
6. La provision pour pertes sur créances à l'égard des cartes de crédit aux États-Unis comprend la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis (T4 2016 72 M$ US; T3 2016 63 M$ US; T2 2016 40 M$ US; T1 2016 87 M$ US; T4 2015 51 M$ US).
7. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC.

Négl. : négligeable
N. d. : Non disponible

Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada

Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada	T4 2016 Prêts bruts / AB (en G$)	Prêts douteux bruts (en M$)	Prêts douteux bruts / prêts
Services bancaires commerciaux[1]	63	191	0,30 %
Services bancaires de gros	39	163	0,41 %
Total des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada	**102 $**	**354 $**	**0,35 %**
Variation par rapp. au T3 2016	1 $	(36) $	(0,04) %

Répartition par secteur[1]	Prêts bruts / AB (en G$)	Prêts douteux bruts (en M$)	Provision spécifique[2] (en M$)
Immobilier résidentiel	15,9	10	7
Immobilier non résidentiel	13,1	9	2
Services financiers	11,2	2	0
Gouv./fonction publique/santé et services sociaux	12,1	15	4
Pipelines, pétrole et gaz	6,5	189	61
Métaux et mines	1,6	19	1
Foresterie	0,6	0	0
Produits de consommation[3]	4,8	24	11
Industriel / manufacturier[4]	5,2	52	38
Agriculture	6,0	11	2
Automobile	7,6	3	2
Autres[5]	18,0	20	12
Total	**103 $**	**354 $**	**140 $**

Faits saillants

- Bon rendement des portefeuilles des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada

1. Comprennent les prêts des Services bancaires aux petites entreprises et les prêts sur cartes de crédit Visa Affaires.
2. Comprend la provision relative à des contreparties particulières et non individuellement significatives.
3. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.
4. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.
5. La catégorie « Autres » comprend : l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les services, notamment professionnels, ainsi que d'autres secteurs.

Services bancaires personnels aux États-Unis – $ US

Services bancaires personnels aux États-Unis[1]	Prêts bruts (en G$)	T4 2016 Prêts douteux bruts (en M$)	Prêts douteux bruts / prêts
Prêts hypothécaires résidentiels	21	336	1,63 %
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)[2]	10	700	7,11 %
Prêts automobiles indirects	21	146	0,69 %
Cartes de crédit	10	166	1,63 %
Autres prêts aux particuliers	0,5	5	0,94 %
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. ($ US)	**62 $**	**1 353 $**	**2,17 %**
Variation par rapport au T3 2016 ($ US)	1 $	42 $	0,04 %
Opérations de change	21 $	462 $	–
Total des Services bancaires personnels aux É.-U.	**83 $**	**1 815 $**	**2,17 %**

Portefeuille du CGBI aux É.-U.[1]

Distribution du rapport prêt-valeur (RPV) indexé et cotes FICO mises à jour[3]

Courant RPV estimatif actuel	Prêts hypothécaires résidentiels	LDCVD de 1er rang	LDCVD de 2e rang	Total
80 %	5 %	9 %	21 %	9 %
De 61 à 80 %	38 %	32 %	46 %	38 %
≤ 60 %	57 %	59 %	32 %	53 %
Cotes FICO actuelles > 700	87 %	89 %	84 %	87 %

Faits saillants

- La qualité des actifs des Services bancaires personnels aux États-Unis demeure bonne
- Hausse des prêts douteux bruts en raison de ce qui suit :
  - incidence négative des taux de change
  - tendances saisonnières influant sur le portefeuille de cartes de crédit

1. À l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.
2. Les LDCVD comprennent les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.
3. Rapport prêt-valeur établi en fonction de la limite de crédit autorisé et du Loan Performance Home Price Index à compter d'août 2016. Cotes FICO mises à jour en septembre 2016.

Services bancaires commerciaux aux États-Unis – $ US

Services bancaires commerciaux aux États-Unis[1]	T4 2016 Prêts bruts / AB (en G$)	T4 2016 Prêts douteux bruts (en M$)	T4 2016 Prêts douteux bruts / Prêts
Immobilier commercial	**21**	**119**	**0,57 %**
Immobilier non résidentiel	16	74	0,46 %
Immobilier résidentiel	5	45	0,91 %
Commercial et industriel	**58**	**281**	**0,48 %**
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. ($ US)	**79 $**	**400 $**	**0,50 %**
Variation par rapport au T3 2016 ($ US)	2 $	(13) $	(0,04) %
Opérations de change	27 $	137 $	–
Total Services bancaires commerciaux aux E.-U. ($ CA)	**106 $**	**537 $**	**0,50 %**

Immobilier commercial	Prêts bruts / AB (en G$ US)	Prêts douteux bruts (en M$ US)
Bureaux	5,5	26
Services de détail	4,6	22
Appartements	4,3	23
Résidentiel à vendre	0,2	7
Industriel	1,2	11
Hôtels	0,9	5
Terrains commerciaux	0,1	13
Autres	4,2	12
Total Immobilier commercial	**21 $**	**119 $**

Commercial et industriel	Prêts bruts / AB (en G$ US)	Prêts douteux bruts (en M$ US)
Santé et services sociaux	8,0	25
Services professionnels et autres	7,5	62
Produits de consommation[2]	6,1	43
Industriel/manufacturier[3]	6,7	55
Gouvernement/secteur public	8,5	7
Services financiers	3,0	20
Automobile	2,9	11
Autres[4]	15,6	58
Total Commercial et industriel	**58 $**	**281 $**

Faits saillants

- Croissance soutenue et bonne qualité du portefeuille des Services bancaires commerciaux aux États-Unis

1. À l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.
2. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.
3. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.
4. La catégorie « Autres » comprend : l'agriculture, l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les ressources ainsi que d'autres secteurs.

Contenu

1. Groupe Banque TD
2. Perspectives économiques
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**
   - Perspectives économiques
   - Qualité du crédit
   - **Instruments de financement**

Mesures législatives canadiennes visant les obligations sécurisées

- Le cadre juridique régissant l'inscription des programmes d'obligations sécurisées, annoncé dans le budget fédéral 2012 sous forme de modification de la *Loi nationale sur l'habitation*, a été adopté en juin 2012.
- Les nouvelles émissions doivent être effectuées conformément à la législation, et les émetteurs ne sont pas autorisés à utiliser des prêts hypothécaires assurés dans leurs programmes.
- L'administration des obligations sécurisées au Canada a été confiée à la Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- Le cadre juridique procure une protection législative à l'égard du panier de sûretés aux détenteurs d'obligations sécurisées.
- Il fournit des lignes directrices claires concernant la gouvernance et les rôles des tiers afin d'assurer la valeur du panier de sûretés et son administration.
- La législation tient compte des meilleures pratiques internationales, assurant un niveau élevé de protection et établissant des normes rigoureuses en matière d'information pour les investisseurs et les organismes de réglementation.

La législation est gage de certitude

Éléments importants du guide de la SCHL

Test de couverture par l'actif

- Afin de confirmer le niveau de surdimensionnement des biens donnés en garantie des obligations sécurisées par rapport au capital des obligations sécurisées en circulation.
- L'indexation trimestrielle de la valeur des propriétés permet de tenir compte des événements sur les marchés.

Calcul aux fins d'évaluation

- Test visant à effectuer un suivi de l'exposition d'un programme d'obligations sécurisées aux risques liés aux taux d'intérêt et aux taux de change, en mesurant la valeur actualisée des biens donnés en garantie des obligations sécurisées par rapport à celle des obligations sécurisées en circulation.

Pourcentage de l'actif

- Le guide n'impose pas un pourcentage de l'actif minimal ou maximal précis.
- Il requiert toutefois qu'un niveau minimal et maximal de surdimensionnement soit fixé afin de donner à l'investisseur la certitude que les niveaux de surdimensionnement seront maintenus tout au long du programme.

Exigences relatives aux notes et éléments déclencheurs

- Au moins deux notes doivent être attribuées au programme.
- Des éléments déclencheurs doivent être prévus afin de déterminer si un émetteur doit remplacer la contrepartie de la banque du compte et du swap, et afin d'octroyer des sûretés pour garantir les obligations d'une contrepartie à une opération de couverture éventuelle dont la valeur correspond à l'évaluation de la valeur du marché.
- L'exigence relative aux notes dans la législation est propre au Canada.

Actifs admissibles

- Prêts non assurés garantis par un immeuble résidentiel de quatre unités d'habitation ou moins situé au Canada

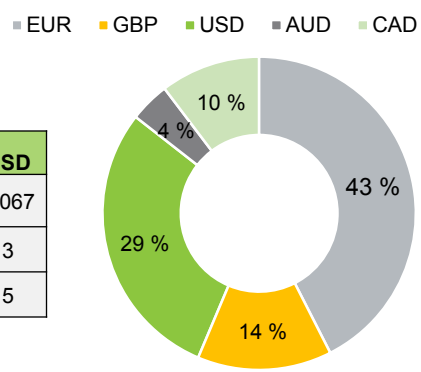
Obligations sécurisées de la TD

Faits saillants du programme d'obligations sécurisées de la TD

- La valeur du programme d'obligations sécurisées de la TD est de 40 G$ CA.
- L'émission d'obligations sécurisées pour les émetteurs canadiens est régie par les lignes directrices de la SCHL.
- Seuls les actifs immobiliers résidentiels canadiens non assurés sont admissibles; le panier ne contient aucun actif étranger.
- Le panier de sûretés est composé uniquement de prêts hypothécaires avec amortissement.
- Solides notes de crédit : Aaa / AAA[1]
- Les émissions sont plafonnées à 4 % de l'actif total[2], soit environ 46 G$ CA pour la TD.
- La valeur en capital globale des obligations sécurisées en circulation de la TD s'élève à 27,2 G$ CA (24,2 G$ pour le programme législatif et 3 G$ pour le programme structuré), soit environ 2,4 % de l'actif total de la Banque. Marge de manœuvre pour de futures émissions.
- Jusqu'à présent, 14 opérations de référence sur obligations sécurisées ont été effectuées selon le nouveau cadre législatif dans quatre devises :

En millions (équivalent en dollars canadiens)

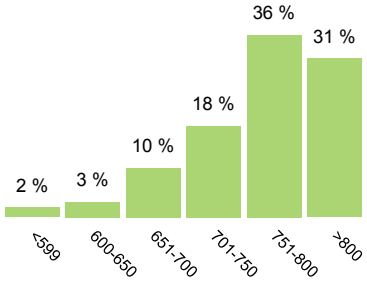
	CAD	AUD	EUR	GBP	USD
Montant total	2 500	998	10 288	3 357	7 067
Nbre d'opérations	1	1	6	3	3
Durée moyenne	5	5	6	3	5



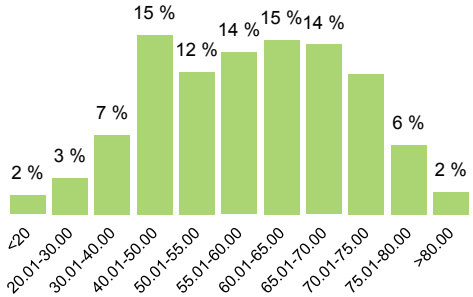
Panier de sûretés au 31 octobre 2016

- Prêts hypothécaires résidentiels ordinaires canadiens de premier rang et de première qualité initiés par la TD.
- Tous les prêts ont un RPV initial d'au plus 80 %. Le RPV moyen pondéré actuel est de 58 %.
- La moyenne pondérée des notes de crédit supérieures à 0 est de 765.

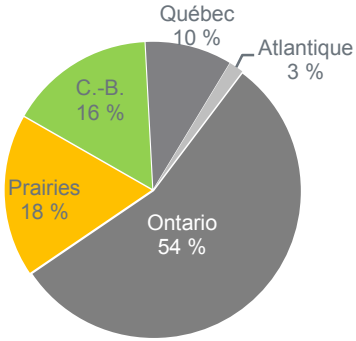
Cote de crédit



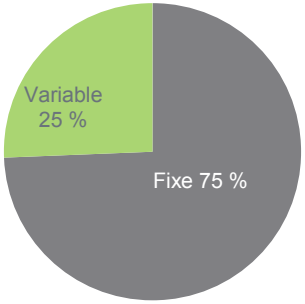
RPV actuel



Répartition provinciale



Type de taux d'intérêt



1. Notes de Moody's et de DBRS, respectivement. Notes attribuées au programme d'obligations sécurisées au 31 octobre 2016. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.
2. L'actif total est établi en fonction de la lettre du BSIF datée du 19 décembre 2014 relativement au calcul de la limite révisée d'obligations sécurisées pour les institutions de dépôt émettant des obligations sécurisées.

Coordonnées des Relations avec les investisseurs

Téléphone :
416-308-9030
ou 1-866-486-4826

Courriel :
tdir@td.com

Site Web :
www.td.com/francais/investisseurs

IR magazine
Award winner
Canada 2016

Meilleures relations avec les investisseurs par secteur :
Services financiers

Meilleure gouvernance d'entreprise

Groupe Banque TD
Présentation aux investisseurs sur les titres à revenu fixe

T4 2016